



[Page d'Accueil](#)

[Archives](#)

[Audio-Video](#)

[Photographies](#)

[Liens](#)

[Contact](#)

Recevoir notre lettre d'information

Entrez votre e-

Envoyez

recherche



Vendredi, le 04 Juillet 2003

## En Iran, le voile Islamique s'effiloche

Juillet 04, 2003

La Liberté

Mohammad Reza Djalili dans un entretien avec R. Hochuli

"Seul bastion du Proche-Orient gouverné par les islamistes, l'Iran est en proie à la colère...Le modèle de la «révolution» islamique est épuisé. Le régime a tiré ses trois cartouches principales : La révolutionnaire...puis Rafsandjani...enfin, il y a eu le réformisme formel de Khatami [un apparatchik du système et complètement discrédité]: un échec total....le processus de déclin d'un pouvoir qui a fait son temps est amorcé...Aujourd'hui, la population recourt à la désobéissance civile et espère définir la nature du futur régime via un référendum sous contrôle international....Le problème, c'est la traduction politique de la contestation. La contestation doit désormais produire sa classe politique. C'est indispensable pour le changement du rapport de force...une réconciliation nationale se révélera indispensable...l'Iran se sent presque encouragé à produire un dispositif nucléaire. Le régime prend l'exemple de la Corée du Nord..."

Dans l'espoir d'un référendum, les Iraniens manifestent et recourent à la désobéissance civile. La colère des étudiants iraniens monte. Aujourd'hui, ils réclament la tête du président.

La République islamique est compromise. «Le modèle est épuisé», affirme Mohammed-Reza Djalili, expert en relations internationales. Reste à savoir comment le régime se transformera. Car les Iraniens ne veulent plus entendre parler de révolution.

PROPOS RECUEILLIS PAR RON HOCHULI

Seul bastion du Proche-Orient gouverné par les islamistes, l'Iran est en proie à la colère. Les mouvements d'opposition qui s'élèvent contre le président Khatami et le clergé qui l'entoure sont plus virulents que jamais. Lui-même Iranien, professeur aux Instituts des Hautes études internationales (HEI) et des études au développement (IUED) à Genève, Mohammed-Reza Djalili avait prévenu, dans un livre sorti en automne 2001 déjà: il n'y aurait jamais de réformes en Iran sous Khatami. Aujourd'hui, il explique pourquoi le déclin de la République islamique est inexorable.

«La Liberté»: Les étudiants ont à nouveau manifesté leur colère. Une nouvelle vague dont on verra bientôt l'écume, ou le début de la fin pour le pouvoir?

Mohammed-Reza Djalili: Nous vivons une des périodes les plus délicates de l'histoire iranienne. Le modèle de la «révolution» islamique est épuisé. Dès lors, tous les scénarios sont possibles: un changement progressif et sans heurts, tout comme des épisodes très violents. Mais je ne vois pas ce que la République islamique pourrait faire qui calmerait les opposants et amènerait les Iraniens à croire encore à son modèle.

Une réforme «de l'intérieur» du système est exclue?

Le régime a tiré ses trois cartouches principales. La cartouche révolutionnaire et guerrière, qui a duré une dizaine d'années sous Khomeiny. Puis Rafsandjani a procédé à la reconstruction, en essayant de tenir un discours développementaliste qui n'était pas sans rappeler celui du shah, mais qui n'a pas tenu. Enfin, depuis 1997, il y a eu le réformisme formel de Khatami: un échec total. Après avoir utilisé ces trois voies, le gouvernement n'a que deux possibilités. Se réformer totalement au risque de disparaître avec ses réformes - ce qu'il ne fera pas - ou céder la place.

Le point de non-retour est donc franchi...

Il y aura des changements de fond. S'il est encore trop tôt pour dire combien de temps le régime va subsister et quelles seront les modalités du changement, le processus de déclin d'un pouvoir qui a fait son temps est amorcé.

On est à la veille d'une révolution?

Je ne pense pas. Les Iraniens sont totalement désenchantés par le mouvement révolutionnaire. Ils ne courront pas le risque de provoquer un scénario similaire à celui de 1979. Rappelons qu'à la chute du shah, la révolution a été récupérée par les islamistes, qui ont fait émerger un autoritarisme bien pire que le précédent. Aujourd'hui, la population aspire à un changement dans la douceur. Elle recourt à la désobéissance civile et espère définir la nature du futur régime via un référendum sous contrôle international.

Soutenant la contestation, les Etats-Unis ne poussent-ils pas le régime à utiliser la force?

L'appui, pour l'heure strictement verbal et symbolique, des Etats-Unis n'y changera rien: l'opposition a toujours été lourdement réprimée. En 1999, il y a eu beaucoup de morts. C'est pourquoi tout le monde craint tant le 9 juillet prochain, date de commémoration de ces événements. Cette fois, le gouvernement agira peut-être plus intelligemment, en évitant un bain de sang qui conduirait à une opposition encore plus forte. Mais depuis mi-juin, 4000 personnes ont été mises sous les verrous. Un étudiant a même été condamné à 11 ans de prison pour le seul motif que sa photo figurait en «une» du magazine The Economist.

La colère est montée jusqu'au parlement, où 120 députés ont lancé un appel pour des réformes...

Preuve du malaise profond qui traverse les groupes sociaux les plus divers, gagnant même les députés, pourtant fidèles parmi les fidèles. Quant aux jeunes, très largement majoritaires - 70% de la population a moins de 30 ans - ils expriment leur ras-le-bol de plus belle. Aujourd'hui, et c'est une nouveauté, les étudiants réclament la démission de Khatami. Le problème, c'est la traduction politique de la contestation. Les partis ont tous été dissous ces vingt dernières années. Aucun n'est là pour récupérer le mouvement, et tous ceux qui pouvaient prétendre au leadership de l'opposition ont été physiquement supprimés ou sont partis à l'étranger. La contestation doit désormais produire sa classe politique. C'est indispensable pour le changement du rapport de force.

Khatami n'a-t-il plus les moyens de contourner le clergé?

Elu par 20 millions de personnes, Khatami aurait pu enclencher des changements concrets en tenant tête aux religieux. Ceux-ci auraient cédé devant le président, incarnation de la volonté de 20 millions d'électeurs prêts à descendre dans la rue pour le soutenir. Or Khatami n'a jamais été un réformateur. C'est un apparatchik du système. Issu du sérail islamiste qui dirige l'Iran depuis vingt-quatre ans, il n'est rien d'autre qu'un cache-misère qui voile la réalité de la république islamique. Il est complètement discrédité.

Mais par quoi remplacer le système?

Dans un premier temps, une réconciliation nationale se révélera indispensable pour que le pays puisse entamer sa démocratisation et son développement économique. La société civile devra faire montre d'indulgence envers ceux qui ont été embrigadés ou victimes du clientélisme mis en place par le régime, via les multiples institutions prétendument révolutionnaires ou islamiques. Ces gens sont des Iraniens aussi. Il ne faut pas qu'ils subissent des conséquences trop lourdes d'un changement de politique. Sinon, l'instabilité risque une nouvelle fois de compromettre l'idéal démocratique.

Vous écriviez il y a deux ans déjà que le réformisme de Khatami était un leurre. Pourtant, bon nombre d'Occidentaux y ont cru...

La venue au pouvoir de Khatami a été saisie au vol par bon nombre de pays européens désireux d'ouvrir un dialogue avec Téhéran. Les Européens se sont montrés très peu critiques face au réformisme purement virtuel de Khatami. Voyant que celui-ci n'aboutissait pas, ils ont rejeté la faute sur le clergé conservateur. Oubliant que ce clergé est majoritaire au pouvoir et que Khatami en fait partie. Il est simplement la personnalité la plus présentable de cette minorité. Dans la tradition perse, c'est toujours une jeune fille souriante et bien vêtue qui va ouvrir la porte aux invités. Mais une fois que ceux-ci ont franchi le pas de la porte, elle disparaît. Khatami, c'est la jeune fille de la maison.

Le grand voisin est américain

Sa frontière la plus longue, l'Iran la partage avec l'Irak. «Depuis la chute de Saddam Hussein, le pays est véritablement encerclé par les Etats-Unis», explique M. Djalili. Cette omniprésence américaine est évidemment très mal perçue par le régime. La population, elle, voit déjà Washington comme le grand libérateur. «Sous le régime actuel, nous sommes pauvres et privés de liberté. Alors autant se faire exploiter par les Américains, qui nous accorderaient au moins un droit à la parole», confie un étudiant iranien en Suisse.

Pourtant, selon M. Djalili, les conditions pour une intervention américaine en territoire iranien sont loin d'être réunies. «Premièrement, l'Iran est un très gros morceau. Deuxièmement, le pays ne subit aucune sanction de la part de la communauté internationale. Troisièmement, les élections présidentielles américaines approchent, et Bush ne peut pas se permettre un nouveau conflit.»

L'exemple Nord-coréen

Par conséquent, «l'Iran se sent presque encouragé à produire un dispositif nucléaire. Le régime prend l'exemple de la Corée du Nord – figurant également sur la liste de «l'axe du mal» - qui profite d'une certaine immunité par rapport à une intervention américaine, puisque Washington préfère négocier que d'utiliser la contrainte», analyse l'expert en relations internationales. En outre, cette nouvelle force permettrait aux Iraniens d'asseoir leur rôle dans la région. «Les Américains devraient y réfléchir. Parce que le gouvernement laïc qui pourrait succéder au régime actuel ne serait pas insensible à cet atout. Ne l'oublions pas, l'Iran est un immense pays, qui veut avoir du poids dans la région. Il aspire à rivaliser avec des Etats comme l'Inde ou le Pakistan.»

Les risques encourus par l'Iran se limiteraient à une escalade, si l'Iran ne se pliait pas à la volonté de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui souhaite entamer des inspections surprise en Iran. Escalade qui pourrait se solder par des frappes «chirurgicales» telles que les Américains en ont mené pendant des années en Irak. «Mais il n'y aura pas de guerre», soutient M. Djalili.

La «concurrence» des chiites irakiens

Aussi fébrile soit-elle, la République islamique tient toujours. Avec la chute de Saddam Hussein s'est ouverte, pour elle, une fenêtre politique chez son voisin irakien. Notamment par le biais des chiites, largement majoritaires en Iran et très présents en Irak. Washington et Londres sont inquiets. En voyage dimanche à Téhéran, le chef de la diplomatie britannique Jack Straw a exprimé ses inquiétudes quant au rôle de l'Iran dans l'après-guerre. Les Etats-Unis accusent la République islamique de saper l'action de la coalition pour la reconstruction de l'Irak en soutenant des groupes chiites. Pourtant, M. Djalili refuse de parler de velléités panchiistes: «D'une part, la République islamique est trop préoccupée par son propre avenir. D'autre part, il n'y a pas une approche uniforme du chiisme. En Irak, la tendance du clergé est à une conception traditionnelle, religieuse. La «version» irakienne se trouve plutôt en concurrence face au modèle iranien, se plaçant en opposition à un modèle qui mélange trop directement politique et religion. D'ailleurs, les Américains l'auraient partiellement compris entre les deux conflits irakiens. «A l'issue de la guerre du Koweït, ils ont évité d'aller renverser

Saddam, parce qu'ils craignaient que sa dictature ne soit remplacée par une République islamique. Ils étaient à l'époque conseillés par l'Arabie saoudite», rappelle M. Djalili. «Aujourd'hui, les Américains se sont distancés des Saoudiens. Et commencent à saisir la diversité du monde chiite; ils vont jouer de cette diversité pour recomposer la scène politique irakienne. Le chiisme y aura sa place, mais sous la forme d'une entité plus coopérative, moins idéologique, moins tournée vers une approche révolutionnaire et violente que celle que l'on connaît en Iran.»

Pour le professeur de HEI, c'est d'ailleurs ce que souhaiterait la population iranienne. «Une tendance politique séculariste se développe. Laïque, elle n'a pourtant rien d'antireligieux. Au contraire, elle veut préserver les valeurs de l'islam des méfaits de la politique. En outre, il s'agit d'un mouvement voulu par la base, ce qui constitue un précédent unique dans les pays musulmans. En Iran, il y a une vraie demande populaire de laïcité, résultat paradoxal de vingt-quatre ans de République islamique.»

[link to original article](#)



---

Give us your feedback

Make your opinion count. Share with us your views and comments about this article.

Write to the English Editor.

The editor may decide to include your comments as part of our daily news coverage or publish your comment as a letter to the editor. Your personal information will be kept confidential and will not be disclosed to anyone.

Name:  Email: